

独政府、欧州委に反グーグル法制定を求める

仏経済紙『レゼコー』は11月27日、10月13日にガブリエル副首相兼経済相を含む4人の独政府閣僚が欧州委に送付した書簡のコピーを基に、独政府が欧州委に対し「インターネット・プラットフォームの中立性」を定めた法を制定するよう求めたと報じた。これは米インターネット大手グーグルを標的としている。

EUでは反グーグルの気運が高まっており、欧州議会は11月27日に、グーグルの分割を求める決議案を採択する予定。決議案は、グーグルの不正競争行為が止まないならば、最終的には同社の分割も検討すべきだとしている。

独閣僚達の書簡も、欧州議会の決議案と同じ論拠を提示しているが、決議案のように急進的な結論は出していない。書簡は、欧州委に対し、グーグルの不正競争行為を止めさせるための手段を尽くすよう求めた上で、競争総局が現在実施している調査が不十分ならば、同社が特に優越的ポジションにある検索エンジン部門に対する規制を導入すべきだと主張している。書簡はまた、独仏両政府が、そのような規制のベースとなる共同提案を行うため準備を進めていることを明らかにし、その一つとして、競合する検索エンジンのサービスの追加コスト無しでの掲載義務を挙げている。

より一般的には、独政府は、透明性の強化及びプラットフォームの中立性の明記を求めている。また、独政府は、デジタル経済における集中の動きを規制するため、売上を基準とするのではなく、ユーザー数などを含めた企業価値を基準とした新たなルールを導入することも要求している。

Les Echos 2014-11-27

【原文】

L'Allemagne presse Bruxelles de légiférer contre Google

Berlin demande à la Commission de réfléchir à des règles de « neutralité des plates-formes ».

On savait l'Allemagne à la pointe dans les critiques contre Google. Mais elle vient de monter encore d'un cran dans ses attaques, en demandant à Bruxelles d'agir sur le terrain législatif contre le géant américain avec une régulation qui promulguerait la « neutralité des plates-formes Internet ». C'est ce qui ressort d'une lettre envoyée le 13 octobre par quatre ministres allemands - dont le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel - aux commissaires européens chargés des questions numériques, et dont « Les Echos » ont obtenu une copie.

Une lettre de onze pages

Ce courrier intervient dans un contexte déjà difficile pour Google à Bruxelles. Le Parlement européen doit en effet voter aujourd'hui une résolution très critique contre la firme de Mountain View, appelant en dernier ressort à scinder le groupe s'il ne pouvait être mis fin à ses pratiques anticoncurrentielles. D'une certaine manière, les ministres allemands empruntent le même raisonnement que les eurodéputés, sans tirer une conclusion aussi extrême. Tout comme les parlementaires, ils demandent dans leur lettre – qui détaille sur onze pages l'ensemble des vues de Berlin sur le marché unique du numérique – que la Commission fasse tout pour mettre fin à l'abus de position dominante dont ferait preuve Google dans son activité de moteur de recherche. Si l'enquête en cours menée par la Direction générale de la concurrence devait se révéler insuffisante, alors Berlin pousserait à ce qu'on mette en place une régulation du secteur, et en particulier des plates-formes Internet trop dominantes.

Plusieurs pistes

Cette longue lettre révèle d'ailleurs que l'Allemagne et la France travaillent de concert sur une position commune qui jetterait les bases d'une telle régulation. Plusieurs pistes sont déjà évoquées par les ministres allemands. Alors que Google est accusé de favoriser ses propres services de recherche spécialisée (shopping, voyages, cartes), Berlin propose d'instaurer une obligation de présentation des offres de la concurrence sans coûts supplémentaires et l'accès garanti à tous les contenus. Plus généralement, l'Allemagne veut plus de transparence, et surtout l'affirmation d'une « neutralité des plates-formes ». Enfin, il s'agirait aussi d'adapter les règles de la concurrence au monde digital, en contrôlant les fusions non plus sur le critère du chiffre d'affaires, mais sur celui de la valeur de la transaction et du nombre d'utilisateurs (l'exemple WhatsApp/Facebook est donné comme argument).

Cette sortie allemande ainsi que la résolution du Parlement devraient susciter un peu plus d'inquiétudes aux Etats-Unis, où de nombreuses voix dénoncent une « politisation » du dossier.